



MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ
MINISTÈRE DU TRAVAIL
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA JEUNESSE
MINISTÈRE DES SPORTS

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Paris, le 25 OCT. 2019

Direction des ressources humaines

Affaire suivie par : Pascal Bernard

Courriel : pascal.bernard@sg.social.gouv.fr

Tél. : 01.44.38.36.01

*Service spécialisé du haut fonctionnaire
de défense et de sécurité (SHFDS)*

Affaire suivie par : Arnaud Martin

Courriel : hfds@sg.social.gouv.fr

Tél. : 01 40 56 48 49

SHFDS/2019- 87

La secrétaire générale des ministères sociaux
Haut fonctionnaire de défense et de sécurité

à

destinataires « *in fine* »

Objet : Traitement des signalements de radicalisation au sein des ministères sociaux.

Réf. : Circulaire du 15 mars 2017 relative au respect du principe de laïcité dans la fonction publique.

Guide interministériel de prévention de la radicalisation de mars 2016.

Plan national de prévention de la radicalisation de février 2018.

PJ : Fiche réflexe relative à « La prévention et à la détection de la radicalisation dans les ministères sociaux ».

Les agents publics sont soumis au respect d'obligations déontologiques, parmi lesquelles la neutralité et la laïcité. En cas de manquement à ces règles, l'administration dispose des outils disciplinaires pour apporter une réponse ferme à ce type de comportements.

Le manquement à ces règles peut constituer, dans certains cas, des indices – parmi d'autres – de bascule potentielle dans la radicalisation, qui doivent faire l'objet d'un traitement systématique par les autorités d'emploi et d'une information des ministères concernés.

Dans le contexte récent des événements survenus à la préfecture de police de Paris, il importe d'être attentif collectivement, pour assurer la sécurité de nos structures, protéger nos agents, et contribuer à prévenir et à lutter contre la radicalisation.

Pour le management de proximité, qui joue un rôle essentiel dans la détection d'éventuels signaux de radicalisation et dans la remontée des informations via la voie hiérarchique, la difficulté réside dans l'établissement de la matérialité des faits, qui doit s'appuyer sur un faisceau d'indices de basculement. Sans cette rigueur dans le traitement de ce type de situation, l'instruction d'une procédure ou d'un signalement au ministère de l'intérieur s'avérera difficile.

La fiche réflexe en annexe rappelle le cadre réglementaire et les indicateurs de basculement élaborés en interministériel, sur lesquels il est demandé de s'appuyer, et précise la conduite à tenir en matière de traitement et de signalement d'un cas de radicalisation. Il est demandé la plus grande confidentialité dans la gestion et la remontée des situations identifiées.

La direction des ressources humaines et le service du HFDS des ministères sociaux sont à la disposition des autorités d'emploi pour leur apporter appui et conseil.



Sabine FOURCADE

Destinataires :

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux, directeurs, délégués et chefs de services de l'administration centrale des ministères sociaux,
Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des agences régionales de santé,
Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,
Mesdames et Messieurs les directeurs des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,
Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale,
Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux et départementaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale,
Mesdames et Messieurs les directeurs généraux et directeurs des établissements publics administratifs sous tutelle des ministères sociaux,
Monsieur le sous-directeur, chef de la division des cabinets.

Copie à :

Madame la cheffe de cabinet de la ministre des solidarités et de la santé,
Monsieur le chef de cabinet de la ministre du travail,
Madame la cheffe de cabinet de la ministre des sports,
Monsieur le chef de cabinet du ministre de l'éducation nationale,
Madame la secrétaire générale (par intérim) des ministères financiers
Monsieur le haut fonctionnaire de défense et de sécurité (par intérim) des ministères financiers,
Madame la secrétaire générale du ministère de l'éducation nationale – Haut fonctionnaire de défense et de sécurité,